

NORD. SUD.

MÊMES COMBATS ?

Par Renato Pinto



Comme tout enjeu planétaire, l'extinction massive des espèces interroge les rapports de forces à l'échelle internationale. Un rapide tour d'horizon met en lumière des luttes communes, mais aussi des divergences et des intérêts contraires, sur fond de relations historiques inévitables.

Vus depuis la Belgique, les engagements des populations du Sud en faveur de la biodiversité et du climat pourraient se limiter à la médiatisation de quelques délégations à l'occasion d'événements internationaux. Cette visibilité réduite occulte, à tort, la politisation profonde et historique des luttes sociales et environnementales dans les régions du monde les plus vulnérables.

De l'Amazonie aux îles du Pacifique, en passant par les pays du Sahel, le Sri Lanka ou les Philippines, des mouvements locaux se mobilisent de longue date, en combinant souvent des revendications en faveur du bien-être des populations avec le souci d'un environnement sain. Le dynamisme de cette société civile a d'ailleurs de quoi nous inspirer.

Le poing levé et les pieds dans la terre

Quand, en Europe, certains s'opposent à de nouvelles normes écologiques par crainte des atteintes à leur « mode de vie », parallèlement, des communautés du Sud revendiquent la justice environnementale, précisément parce que leurs conditions de vie sont menacées !

Loin d'être l'apanage d'une classe privilégiée déconnectée des réalités sociales, les mouvements de préservation de l'environnement y sont souvent portés par « *les groupes plus défavorisés, parfois victimes de discrimination raciale et d'autres oppressions de classe et de genre* », comme l'explique la sociologue Gabriela Merlinsky. C'est singulièrement le cas en Amérique latine, où « *ce sont les groupes les plus pauvres, les minorités raciales, les communautés autochtones, les populations les moins informées, qui endurent généralement les activités les plus polluantes sur leur lieu de vie*¹ ».

Les populations les plus pauvres sont moins responsables de la dégradation de l'environnement mais elles en supportent davantage les conséquences.

Déboisement, exploitations minières, pollution de l'eau, amas de déchets... Tout cela atteint autant la biodiversité que le quotidien des populations locales. Bien plus que dans des concepts théoriques, leurs luttes sont donc ancrées dans un territoire, un lieu de vie. Les dommages écologiques et les problèmes sanitaires sont pointés du doigt, « *ainsi que leurs impacts sur les modes de vie des communautés indigènes, des territoires*

paysans et des quartiers populaires à la périphérie des villes ».

Construits depuis la base, inspirés de situations concrètes et souvent soutenus par une longue tradition d'éducation populaire, ces mouvements déploient plus globalement une critique du capitalisme et du concept de développement « à l'occidentale », dans une perspective décoloniale.

Une écologie populaire... donc antiraciste

Envisager la question écologique depuis le point de vue du Sud amène une perspective différente. Sur le continent européen, notre « carte mentale » reste maculée par les taches d'une histoire coloniale encore difficile à décrypter. Cela explique en partie une réticence à prendre en compte cette dimension dans l'analyse.

Pourtant, tant d'un point de vue éthique que politique, parler d'effondrement aujourd'hui en occultant les massacres d'hier n'a pas de sens, d'autant que l'exploitation et l'asservissement d'alors résonnent en écho avec l'épuisement humain et naturel de nos jours.

La persistance des discriminations raciales dans nos sociétés est à la fois une cause et une conséquence de cet impensé, tout comme une forme de colonialisme tenace dans les relations internationales, que ce soit au niveau géopolitique ou commercial.

Des auteurs et autrices travaillent aujourd'hui à visibiliser cet entrelacement. Ingénieur en environnement et philosophe, Malcolm Ferdinand compte parmi celles et ceux qui soulignent les liens entre fracture environnementale et fracture coloniale. Il introduit notamment de la nuance dans le concept d'anthropocène, qui gomme les inégalités et les rapports de domination au sein des populations humaines.

Un regard Nord-Sud nous invite à l'effort (ce n'est ni facile ni automatique) de considérer l'écologie – surtout si elle se veut *populaire*, donc enracinée dans le quotidien des personnes discriminées – comme un enjeu antiraciste et anticolonial.

Responsabilités communes mais différenciées

Les populations les plus pauvres sont moins responsables de la dégradation de l'environnement mais elles en supportent davantage les conséquences. Ce constat vaut aussi bien à l'intérieur des pays (même en Belgique³) qu'entre ceux-ci, à l'échelle internationale.

Des siècles de colonisation et de pillage des ressources expliquent en grande partie cette double injustice. Occulter cette responsabilité historique – et ses conséquences présentes – reviendrait à nier en partie les causes structurelles de la dégradation de l'environnement et des inégalités mondiales (voir encadré).

Dès 1992, cette perspective était inscrite dans la *Déclaration de Rio*, en conclusion du Sommet de la Terre. Il y est notifié que « *les États doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre* ». Cependant, « *étant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les États ont des responsabilités communes mais différenciées* ». C'est pourquoi les pays dits développés « *admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent*⁴ ».

Aujourd'hui encore, il s'agit d'un nœud important dans les négociations internationales. En effet, une analyse rigoureuse des causes de la crise environnementale engage la responsabilité des États les plus riches, pour assurer un avenir aux générations futures mais aussi dans une logique de **réparation** par rapport au passé. Elle est cruciale aussi pour agir sur les conséquences présentes et mettre en œuvre – donc financer – des stratégies d'**adaptation**.

Le *buen vivir* ou la recherche de l'équilibre

Concept difficile à appréhender sous nos latitudes, le *buen vivir* (littéralement : bien vivre) est une forme d'idéal, décliné de différentes façons à partir de l'expérience des populations amérindiennes.

Ancien ambassadeur de la Bolivie aux Nations Unies, Pablo Solón Romero le définit comme « *une vision du monde qui nous invite à penser et à agir différemment*⁹ ». Loin de se résumer à un catalogue de bonnes pratiques, il s'agit d'une « *construction permanente* », non pas décrétée par quelque autorité mais proposée « *depuis la société* », et qui suppose de composer avec les contradictions pour rechercher constamment l'équilibre.

Selon cet auteur, le *buen vivir* vise « *une harmonie non seulement entre êtres humains, mais aussi entre les humains et la nature, entre le matériel et le spirituel, entre la connaissance et la sagesse, entre diverses cultures et entre différentes identités et réalités* ».

Dans une société guidée par ce principe, les êtres humains n'ont pas pour vocation de produire et de transformer aveuglément, mais bien d'assumer le statut de « *"soignants", "cultivateurs" et "médiateurs" de la nature* ».

Politiquement, le *buen vivir* remet en question un indicateur tel que le PIB (produit intérieur brut). En cela, il fait écho aux recherches menées en Occident aussi sur les alternatives à la croissance.

« La biodiversité ne concerne pas uniquement la flore et la faune, le sol, l'eau et les écosystèmes ; elle s'applique également aux cultures, aux systèmes productifs, aux relations humaines et économiques. »

La question est d'autant plus épineuse que peu populaire. La solidarité Nord-Sud en matière de protection du climat et de la biodiversité est à géométrie variable. On sème du sort des éléphants victimes de braconnage, on se réjouit des investissements pour la sauvegarde des pandas... De là à soutenir la transition des pays du Sud à l'aide de nos deniers publics ? Ou à remettre en question la consommation excessive de minerais extraits de sols lointains ?

Pour autant, le Sud n'est ni homogène ni sans défaut. Le poids de l'histoire ne doit pas occulter l'inaction, l'aveuglement, voire la complicité de certains dirigeants du Sud, souvent sur fond d'intérêts économiques ou politiques. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples : en Amazonie, la destruction des forêts semble peu émouvoir les pouvoirs locaux, trop laxistes vis-à-vis des géants de l'agro-business ; en Inde, les gouvernements successifs sont pointés du doigt pour avoir privatisé des richesses communes du pays (forêts, lits de rivière, pâturages...) au profit d'intérêts commerciaux à court terme⁵ ; au Pérou, des concessions minières sont abandonnées de bonne grâce à des entreprises avant tout soucieuses de leurs profits⁶...

Ressources à exploiter ou biens communs à préserver ?

Au risque de caricaturer, la défense de la biodiversité est souvent perçue par chez nous comme une lubie d'idéalistes préoccupés par les insectes et les petits oiseaux... Pour d'autres, la biodiversité se résume à un stock de ressources. La logique d'accaparement et d'exploitation capitaliste s'appuie nettement sur cette vision.

Au Nord comme au Sud, les grandes entreprises exercent un chantage qui peut être résumé en ces termes : leurs activités génèrent de la croissance économique et de l'emploi ; il faudrait donc favoriser leurs intérêts et les libérer d'un maximum de contraintes. Pourtant, de l'extraction massive de matières premières à l'entassement de déchets, en passant par une surproduction de biens qui va de pair avec leur surconsommation, le cycle des affaires n'est vertueux ni pour les humains impliqués tout au long de la chaîne, ni évidemment pour la biodiversité, détruite ou réduite à l'état de ressource à exploiter.

Souvent pointé du doigt, le secteur de l'agro-business porte à lui seul une lourde responsabilité. La paysannerie locale, mise sous pression à tous les niveaux (accès à la terre et aux semences, pollution, prix du marché...), en paye le prix fort, de même que l'environnement, sacrifié sur l'autel des économies d'échelle permises par l'extension des surfaces cultivées.

Certaines actions nées dans des pays du Sud (avec parfois des ramifications au Nord) portent une conception bien différente. Pour La Via Campesina, vaste mouvement international de défense des paysans et des paysannes, « l'air, les forêts, l'eau, les terres, les minerais et les sources d'énergie ne peuvent rester des propriétés privées ni être appropriés, car ce sont des biens communs des peuples ».

Dans cette perspective, il ne s'agit pas seulement de préserver la nature, mais bien d'inscrire l'activité humaine dans une dimension plus harmonieuse.

« Pour La Via Campesina, la biodiversité se base fondamentalement sur la reconnaissance de la diversité humaine, l'ac-

L'économie globalisée contre le Vivant

Le déclin des espèces vivantes est généralisé à l'échelle planétaire. Cependant, d'après un rapport du WWF, les pertes les plus importantes sont constatées en Amérique latine (- 95% entre 1970 et 2020), en Afrique (- 75%) et dans les régions d'Asie et du Pacifique (- 60%).

La tentation est forte d'incriminer les populations locales en raison de certaines pratiques ancestrales et d'activités économiques parfois discutables (culture sur brûlis, braconnage...), mais les principales responsabilités indiquent plutôt le système agroalimentaire mondial, combinant déboisement massif, monocultures extensives dopées à coups de produits phytosanitaires et surexploitation de certaines espèces. Comme l'explique le WWF, « la déforestation et la conversion de la nature en terres agricoles constituent la première cause de la perte de biodiversité sur Terre. Un tiers de la superficie des terres est aujourd'hui utilisé pour l'agriculture ou

l'élevage, tandis que 75% de l'eau douce disponible est destinée aux cultures ou au bétail. [...] La surexploitation des forêts et des terres occupe la deuxième place tandis que le commerce des espèces sauvages est la troisième cause du déclin de la nature¹⁰ ».

Bien entendu, tous les pays dégradent les écosystèmes à l'intérieur de leurs frontières, mais les activités économiques en cause sont souvent dictées par les règles du commerce globalisé et la division internationale du travail. Ce qui rend, de fait, les géants économiques responsables d'une grande partie de la destruction des écosystèmes en dehors de leurs territoires nationaux, comme l'ont observé des chercheurs de l'Université de Princeton (États-Unis), évoquant une « déforestation externalisée¹¹ ».

Malgré les mobilisations au Nord comme au Sud contre ce projet, l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur va très probablement renforcer cette tendance.

ception du fait que nous sommes tous différents et que chaque peuple, chaque individu, détient la liberté de penser, la liberté d'être. Vue sous cet angle, la biodiversité ne concerne pas uniquement la flore et la faune, le sol, l'eau et les écosystèmes ; elle s'applique également aux cultures, aux systèmes productifs, aux relations humaines et économiques ainsi qu'aux formes de gouvernement . »

Reconnaissance mutuelle en vue d'une action commune

Tout comme le climat, la préservation de la biodiversité met en évidence les luttes

communes menées au Nord et au Sud, mais aussi les divergences. Colonisation, inégalités, commerce international, responsabilités différenciées... Autant de nœuds à dénouer en vue de mettre en place des mesures de réparation et d'adaptation.

Le changement passe par la reconnaissance des causes historiques et structurelles du pillage en cours, en tenant compte des rapports de forces inégaux, mais aussi des apports mutuels. Sources d'inspiration, des mobilisations et des principes développés au Sud alimentent l'action destinée à construire un modèle de société respectueux des êtres humains et des écosystèmes. □



1. Gabriela Merlinsky, « Mouvements pour la justice écologique et la défense des communs en Amérique latine » dans *Alternatives Sud*, Cetri, Louvain-la-Neuve, 2020, p. 29-44.

2. Malcolm Ferdinand, *Une écologie décoloniale*, Seuil, 2019.

3. Johanne Montay, « COP28 : tous les Belges ne sont pas égaux devant le climat », 04.12.2023, www.rtf.be.

4. *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, 1992.

5. « Baisse vertigineuse de la biodiversité : "L'Inde continue d'ignorer les signaux d'alarme" », 01.04.2025, www.courrierinternational.com.

6. *Pérou, la mine à tout prix*, 2016, www.justicepaix.be.

7. *Déclaration du Sommet des Peuples vers la COP30*, 18.11.2025.

8. *Biodiversité et ressources génétiques*, 20.10.2000.

9. Pablo Solón, « Le "bien vivre", une autre vision du monde », dans *Revue Projet*, 2018/1, N° 362, p. 66-72.

10. Voir wwf.be.

11. Voir <https://mrmondialisation.org/ces-pays-riches-qui-detruisent-la-biodiversite-des-pays-du-sud/> et <https://www.nature.com/articles/s41586-024-08569-5>.